

**Audience publique du 11 juin 2018**

Recours formé par Monsieur ..., ...,  
contre une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile  
en matière de police des étrangers

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 40468 du rôle et déposée le 8 décembre 2017 au greffe du tribunal administratif par Maître Nuria Zurita Peralta, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à ... (Syrie), de nationalité syrienne, demeurant à L-..., tendant à l'annulation d'une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 6 septembre 2017 portant rejet de sa demande au regroupement familial au profit de Madame ..., née le ... à ..., de nationalité syrienne ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 8 mars 2018 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision attaquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Nuria Zurita Peralta et Madame le délégué du gouvernement Elisabeth Pesch en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 4 juin 2018.

---

En date du 27 novembre 2015, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, entretemps abrogée par la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par « la loi du 18 décembre 2015 ».

Par décision du 8 février 2017, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après dénommé « le ministre », lui accorda le statut de réfugié au sens de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés du 28 juillet 1951.

Par courrier du 28 avril 2017, Monsieur ... introduisit, par l'intermédiaire de son litismandataire, une demande de regroupement familial au sens de l'article 69, paragraphe 2 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, ci-après désignée par « la loi du 29 août 2008 » au profit de sa mère, Madame ....

Par décision du 6 septembre 2017, le ministre refusa de faire droit à cette demande aux termes de la motivation suivante :

« (...) Je me réfère à votre courrier du 28 avril 2017 qui reprend l'objet sous rubrique.

*Je suis au regret de vous informer que je ne suis pas en mesure de faire droit à votre requête. En effet, afin de pouvoir bénéficier du regroupement familial conformément à l'article 70, paragraphe (5), point a) de la loi du modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, l'ascendant direct doit être à charge du regroupant et privé du soutien familial nécessaire dans son pays d'origine.*

*Il n'est cependant pas prouvé que ces conditions sont remplies.*

*Il ne ressort pas de votre demande que Madame ... est à charge de son fils vu qu'un unique virement du 3 avril 2017 à raison de ....-€ est largement insuffisant à cette fin. D'après mes informations, l'intéressée reçoit de l'aide financière de plusieurs de ses enfants et non seulement de votre mandant. Une simple aide financière est par ailleurs insuffisante pour conclure qu'elle serait totalement dépendante de son fils.*

*D'après les documents à ma disposition, la fratrie de votre mandant se compose de huit personnes dont plusieurs qui vivent en Syrie et une sœur qui vit en Turquie au sein du ménage de laquelle la mère de votre mandant vit également. Elle n'est de ce fait pas considérée comme privée du soutien familial nécessaire.*

*A titre subsidiaire, il n'est pas prouvé que l'intéressée remplit les conditions afin de bénéficier d'une autorisation de séjour à un autre titre dont les différentes catégories sont fixées à l'article 38 de la loi du 29 août 2008 précitée.*

*L'autorisation de séjour est dès lors refusée à Madame ... conformément aux article 75, point 1 et 101, paragraphe (1), point 1 de la loi du 29 août 2008 précitée. (...) ».*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 8 décembre 2017, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à l'annulation de la décision précitée du 6 septembre 2017.

Dans la mesure où aucune disposition légale n'instaure un recours au fond en matière de refus de regroupement familial, seul un recours en annulation a pu être valablement introduit contre la décision ministérielle déférée. Le recours en annulation est encore recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, le demandeur fait valoir en premier lieu qu'aucune disposition légale ne mettrait la charge de la preuve que le regroupé est privé du soutien familial nécessaire dans son pays d'origine sur le regroupant et que, dans la mesure où il s'agirait d'une preuve négative, cette preuve serait difficile à rapporter.

En deuxième lieu, le demandeur reproche au ministre de n'avoir à aucun moment « précisé de quelle preuve il s'agit ni fait appel [à son litismandataire, ayant] dans ses deux courriers [adressés au ministre (...)] indiqué demeurer à la disposition du ministre] pour tout renseignement, respectivement document supplémentaire ».

Quant à l'absence de soutien familial de sa mère, le demandeur conclut qu'elle aurait quitté la Syrie et qu'elle se trouverait de manière illégale en Turquie. Tous les membres de sa

famille se seraient dispersés en Europe, de sorte à ne pas pouvoir prendre en charge leur mère. Madame ... aurait été obligée de quitter Istanbul, où elle aurait vécu avec sa fille ... pour aller s'installer à ... en Turquie, suite à l'arrivée de son beau-fils qui n'aurait pas été disposé à l'héberger. La seule personne à avoir soutenu Madame ... aurait été le demandeur, en tant que frère aîné et célibataire, selon la tradition islamique.

Le demandeur soutient ensuite qu'il aurait effectué plus de virements en faveur de sa mère que celui du 3 avril 2017 retenu par le ministre comme étant insuffisant. Il précise à cet égard avoir régulièrement envoyé de l'argent à sa mère à travers une dénommée « ... » qui vivrait en partenariat avec son frère ... en Allemagne et cite 5 virements effectués entre mai et novembre 2017. Il conteste finalement que sa mère recevrait une aide financière de plusieurs de ses enfants, dans la mesure où la totalité de ceux-ci aurait également dû fuir la Syrie et que lui-même, « *bénéficiaire de protection internationale au Luxembourg, [serait] celui qui jouit des revenus les plus élevés* ».

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours.

Dans la mesure où dans le cadre d'un recours en annulation, le tribunal statue par rapport à la décision administrative lui déférée sur base des moyens invoqués par la partie demanderesse tirés d'un ou de plusieurs des cinq chefs d'annulation énumérés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif et où l'examen auquel le tribunal doit se livrer ne peut s'effectuer que dans le cadre des moyens invoqués par la partie demanderesse pour contrer les motifs de refus spécifiques à l'acte déféré<sup>1</sup>, le tribunal n'analysera que le volet de la décision ministérielle ayant refusé le regroupement familial dans le chef de Madame ... et fera abstraction du volet de ladite décision lui ayant refusé une autorisation de séjour, qui, par ailleurs, n'a pas été sollicitée par le demandeur.

Aux termes de l'article 69 de la loi du 29 août 2008, « (1) *Le ressortissant de pays tiers qui est titulaire d'un titre de séjour d'une durée de validité d'au moins un an et qui a une perspective fondée d'obtenir un droit de séjour de longue durée et qui séjourne depuis au moins douze mois sur le territoire luxembourgeois, peut demander le regroupement familial des membres de sa famille définis à l'article 70, s'il remplit les conditions suivantes:*

*1. il rapporte la preuve qu'il dispose de ressources stables, régulières et suffisantes pour subvenir à ses propres besoins et ceux des membres de sa famille qui sont à sa charge, sans recourir au système d'aide sociale, conformément aux conditions et modalités prévues par règlement grand-ducal ;*

*2. il dispose d'un logement approprié pour recevoir le ou les membres de sa famille ;*

*3. il dispose de la couverture d'une assurance maladie pour lui-même et pour les membres de sa famille.*

*(2) Le bénéficiaire d'une protection internationale peut demander le regroupement des membres de sa famille définis à l'article 70. Les conditions du paragraphe (1) qui précède, ne doivent être remplies que si la demande de regroupement familial est introduite après un délai de trois mois suivant l'octroi d'une protection internationale. »*

L'article 70 de cette même loi dispose quant à lui : « (...) (1) *Sans préjudice des conditions fixées à l'article 69 dans le chef du regroupant, et sous conditions qu'ils ne*

---

<sup>1</sup> trib. adm. 6 décembre 2016, n° 21591 du rôle, Pas. adm. 2017, V° Recours en annulation, n° 28 et les autres références y citées.

*représentent pas un danger pour l'ordre public, la sécurité publique ou la santé publique, l'entrée et le séjour est autorisé aux membres de famille ressortissants de pays tiers suivants : (...) (5) L'entrée et le séjour peuvent être autorisés par le ministre : a) aux ascendants en ligne directe au premier degré du regroupant ou de son conjoint ou partenaire visé au paragraphe (1), point b) qui précède, lorsqu'ils sont à sa charge et qu'ils sont privés du soutien familial nécessaire dans leur pays d'origine ».*

Il ressort dès lors de ces articles que lorsqu'un bénéficiaire d'une protection internationale introduit une demande de regroupement avec un membre de sa famille, tel que défini à l'article 70, partant notamment avec un ascendant en ligne directe au premier degré du regroupant, dans un délai de trois mois suivant l'octroi d'une protection internationale, il ne doit pas remplir les conditions du paragraphe (1) de l'article 69, à savoir celles de rapporter la preuve qu'il dispose (i) de ressources stables, régulières et suffisantes pour subvenir à ses propres besoins et ceux des membres de sa famille qui sont à sa charge, sans recourir au système d'aide sociale, (ii) d'un logement approprié pour recevoir le membre de sa famille et (iii) de la couverture d'une assurance maladie pour lui-même et pour les membres de sa famille.

Il s'ensuit que dans la mesure où Monsieur ... a obtenu par décision du 8 février 2017, lui notifiée en mains propres le 14 février 2017, le statut de réfugié et où il a introduit sa demande de regroupement familial en date du 28 avril 2017, soit moins de trois mois après avoir obtenu le statut de réfugié, il ne doit pas remplir les conditions prévues à l'article 69, paragraphe 1<sup>er</sup> de la loi du 29 août 2008, énoncées ci-avant, de sorte qu'il y a uniquement lieu d'examiner si les conditions figurant au point a) du paragraphe 5 de l'article 70 de la loi du 29 août 2008 sont remplies en l'espèce.

Si la partie étatique ne conteste pas que Madame ... est la mère du demandeur, de sorte qu'elle doit être qualifiée d'ascendant en ligne directe au premier degré du regroupant, au sens dudit article 70, paragraphe 5, point a) de la loi du 29 août 2008 et s'il n'est pas allégué qu'elle constituerait une menace pour l'ordre public, la santé ou la sécurité publiques, les parties sont en désaccord quant à la question de savoir si l'intéressée remplit les conditions cumulatives d'être à charge du regroupant et d'être privée du soutien familial nécessaire dans son pays d'origine.

Le ministre dispose en la matière d'un pouvoir d'appréciation discrétionnaire, ce qui ne doit cependant pas l'empêcher de respecter le principe général de proportionnalité. Ainsi, le pouvoir discrétionnaire du ministre n'échappe pas au contrôle des juridictions administratives, en ce que le ministre ne saurait verser dans l'arbitraire. En effet, confronté à une décision relevant d'un pouvoir d'appréciation étendu, le juge administratif, saisi d'un recours en annulation, est appelé à vérifier, d'après les pièces et éléments du dossier administratif, si les faits sur lesquels s'est fondée l'administration, sont matériellement établis à l'exclusion de tout doute et s'ils sont de nature à justifier la décision, de même qu'il peut examiner le caractère proportionnel de la mesure prise par rapport aux faits établis. Au cas où une disproportion devait être retenue par le tribunal administratif, celle-ci laisserait dès lors entrevoir un usage excessif du pouvoir par l'autorité qui a pris la décision.<sup>2</sup>

En ce qui concerne la question de savoir si Madame ... est à charge de son fils, il convient de relever que l'article 70, paragraphe 5 de la loi du 29 août 2008 se limite à imposer que l'ascendant y visé soit « à charge », sans autrement préciser la portée exacte de cette notion que

---

<sup>2</sup> trib. adm. 18 octobre 2016, n° 36844 du rôle, Pas. adm. 2017, V° Recours en annulation, n° 48, 2<sup>e</sup> tiret

ce soit quant au degré de dépendance financière requis ou encore quant à l'époque à laquelle l'intéressé doit être à charge. Afin de pouvoir déterminer le sens de ladite notion, il y a lieu de se référer aux travaux parlementaires se trouvant à la base de l'élaboration de la loi du 29 août 2008, et plus particulièrement au commentaire de l'article 12 de cette loi concernant le regroupement familial avec un ressortissant communautaire où les auteurs de la loi ont relevé qu'on entend par « être à charge », « le fait pour le membre de la famille (...) de nécessiter le soutien matériel de ce ressortissant ou de son conjoint afin de subvenir à ses besoins essentiels dans l'Etat d'origine ou de provenance de ce membre de la famille au moment où il demande à rejoindre ledit ressortissant (...) ».<sup>3</sup>

En ce qui concerne la question de savoir si la mère du demandeur est effectivement à sa charge, le tribunal constate que le demandeur a expliqué avoir à plusieurs reprises adressé à sa mère des sommes d'argent lui permettant de subsister en Turquie, où elle se serait réfugiée après avoir été contrainte de quitter la Syrie.

Le tribunal constate qu'à l'appui de ces affirmations le demandeur se prévaut de 6 récépissés de transfert d'argent relatifs à un montant de ...-euros effectué le 4 avril 2017, un montant de...-euros du 8 mai 2017, un montant de....-euros du 2 juin 2017, un montant de ...-euros du 21 juin 2017, un montant de ...-euros du 11 octobre 2017 et à un montant de ...-euros du 8 novembre 2017.

Dans la mesure où dans le cadre du recours en annulation, l'analyse du tribunal ne saurait se rapporter qu'à la situation de fait et de droit telle qu'elle s'est présentée au moment de la prise de la décision déférée, le juge de l'annulation ne peut faire porter son analyse ni à la date où il statue, ni à une date postérieure au jour où la décision déférée a été prise<sup>4</sup>, de sorte que les paiements intervenus postérieurement à la décision du 6 septembre 2017 ne sont pas considérés dans le cadre de l'examen du présent recours.

Or, l'envoi d'argent à cinq reprises seulement – y inclus le transfert de ...-euros du 3 avril 2017 versé à l'appui de la demande du 28 avril 2017 - n'est pas suffisant pour admettre que Madame ... se trouve dans un lien de dépendance financière à l'égard de son fils à un tel point que sans ce soutien matériel elle ne pourrait pas subvenir à ses besoins essentiels dans son pays d'origine. Force est encore au tribunal de constater dans ce contexte que les transferts des 4 avril, 8 mai et 2 juin 2017 ont été effectués au profit d'une dénommée « ... », tandis que celui du 21 juin 2017 a été effectué au bénéfice d'un dénommé « ... », le demandeur expliquant à cet égard que lesdites sommes d'argent auraient été transférées à sa mère par l'intermédiaire de ces personnes. Or, au vu des contestations du délégué du gouvernement, le tribunal ne saurait, à défaut par le demandeur de verser une quelconque preuve que lesdites sommes auraient effectivement été transférées à sa mère, retenir lesdits transferts comme ayant été effectués dans le but du soutien de sa mère, d'autant plus qu'étant donné que le demandeur a pu effectuer un transfert directement à sa mère en date du 3 avril 2017, il n'y avait, à défaut d'explications à cet égard, aucune raison de transférer des sommes d'argent par l'intermédiaire de tiers.

Etant donné qu'il se dégage des considérations qui précèdent que Madame ... ne remplit pas la condition d'être « à charge » du regroupant au sens de l'article 70 de la loi du 29 août 2008, Monsieur ... ne saurait, en l'état actuel d'instruction du dossier, prétendre à un regroupement familial avec sa mère. Cette conclusion s'impose sans qu'il ne soit nécessaire

---

<sup>3</sup> doc. parl. n° 5802 à la base de la loi du 29 août 2008, commentaire des articles, p. 61

<sup>4</sup> trib. adm. 23 mars 2005, n° 19061 du rôle, Pas. adm. 2017, V° Recours en annulation, n° 20 et autres références y citées

d'examiner si Madame ... remplit la deuxième condition cumulative posée par l'article 70 de la loi du 29 août 2008 selon laquelle elle doit être privée du soutien familial nécessaire dans son pays d'origine.

**Par ces motifs**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit le recours en annulation en la forme ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

donne acte au demandeur de ce qu'il déclare bénéficiaire de l'assistance judiciaire ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Françoise Eberhard, vice-président,  
Daniel Weber, juge,  
Michèle Stoffel, juge,

et lu à l'audience publique du 11 juin 2018 par le vice-président, en présence du greffier assumé Lejila Adrovic.

s. Lejila Adrovic

s. Françoise Eberhard

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 11.06.2018

Le greffier du tribunal administratif